

CURRICULUM VITAE

Julia HEINICH



FORMATION

- Depuis Sept. 2015 : *Professeur à l'Université de Bourgogne*
- Juin 2015 : *Agrégée de droit privé et sciences criminelles (concours 2014-15 – Rang 10)*
- Sept. 2014 – Août 2015 : *Maître de conférences à l'Université Aix-Marseille*
- Nov. 2013 : *Doctorat en Droit privé et sciences criminelles*, Univ. Aix-Marseille.
Titre de la thèse: « Le droit face à l'imprévisibilité du fait », (dir. J. Mestre). *Jury* : MM. Les Professeurs Ph. Brun, P.-Y. Gautier, H. Lécuyer, D. Poracchia et J. Mestre. Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité. Prix et Médaille Georges Ripert ; Prix Jules et Louis Jeanbernard. Publication aux PUAM.
- 2011-2013 : *ATER*, Univ. Aix-Marseille
- 2008-2011 : *Allocataire-Moniteur*, Univ. Aix-Marseille III
- 2008 : *M2 Recherche Droit économique*, Univ. Aix-Marseille III, Mention bien (vice-major)
- 2006 : *Licence de Droit et Magistère de Droit des affaires, fiscalité et comptabilité*, Univ. Aix-Marseille III, Mention bien

RESPONSABILITÉS

1. RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

- De 2020 à 2021 : *Directrice de laboratoire, Centre Innovation et Droit* (EA 7531)
- De 2020 à 2021 : *Membre du Bureau restreint de l'École doctorale*
- De 2019 à 2020 : *Vice-directrice de laboratoire, Centre Innovation et Droit* (EA 7531)
- Depuis 2019 : *Membre du Conseil de laboratoire, Centre Innovation et Droit* (EA 7531)
- De 2016 à 2021 : *Vice-Présidente de la Section Droit privé* (UFR Droit et Sciences économique et politique)

2. RESPONSABILITÉS EXTRA-UNIVERSITAIRES

- Membre du conseil d'administration de l'Association Française des Docteurs en Droit
- Membre du conseil d'administration de la Société de Législation comparée
- Membre du conseil d'administration de l'association Droit & Commerce

PUBLICATIONS

I. OUVRAGES

Ouvrages individuels

- *Droit des sociétés*, coll. Manuel, LGDJ (*en cours de rédaction, parution prévue début 2023*)
- *Le droit face à l'imprévisibilité du fait*, Thèse, préf. J. Mestre, PUAM, 2015

Direction d'ouvrage

- *Les pactes d'affaires*, (co-direction avec Hervé Lécuyer et Jacques Mestre), coll. Les Intégrales, Lextenso, 2021 (rédaction d'un chapitre sur les pactes entre associés)

Ouvrages collectifs

- « *Force majeure et imprévision* », in *Le droit des affaires, instrument de gestion et de sortie de crise – Livre Blanc de l'Association Droit & Commerce*, Lextenso, 2021
- « *Les pactes entre associés* » (avec Jean-François Hamelin et Jacques Mestre), in *Les pactes d'affaires*, dir. J. Heinich, H. Lécuyer et J. Mestre, Lextenso, 2021
- *Lamy Sociétés commerciales*, dir. J. Mestre : **18 chapitres (946 pages), actualisation annuelle**
 - Choix de la SA
 - SA : Actionnaires et fondateurs
 - SA : Modalités de constitution
 - SA : Administrateurs
 - SA : Le conseil d'administration et son président
 - SA : Direction générale
 - SA : Directoire et conseil de surveillance
 - SA : Participation des salariés et des salariés actionnaires dans les conseils d'administration ou de surveillance
 - SA : Conventions passées avec la société
 - SA : Assemblées générales : règles communes
 - SA : Assemblées générales ordinaires – Approbation des comptes
 - SA : Assemblées générales extraordinaires – Modifications du capital
 - SA : Assemblées générales extraordinaires – Autres modifications statutaires
 - SA : Assemblées spéciales et assemblées mixtes
 - SCA : Constitution de la société et situation des associés
 - SCA : Fonctionnement de la société
 - Pactes d'actionnaires : Typologie
 - Pactes d'actionnaires : Régime

- ***Lamy Droit du contrat***, dir. B. Fages : **26 chapitres (532 pages)**, actualisation annuelle
 - Sources et évolution du droit des contrats
 - Droit transitoire
 - Notion de contrat et principales qualifications
 - Principes fondateurs du droit des contrats
 - La capacité et la représentation
 - La formation du contrat au sein des sociétés civiles et commerciales
 - L'offre et l'acceptation
 - L'inclusion des documents dans le champ contractuel
 - La rétractation et le dédit
 - Le devoir d'information
 - L'erreur
 - Le dol
 - La violence
 - *L'intuitus personae*
 - La preuve du contrat
 - La lésion
 - Le déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties
 - La circulation du contrat et des obligations contractuelles
 - L'adaptation du contenu du contrat aux circonstances nouvelles
 - La détermination du contenu du contrat par son interprétation
 - La modification du contenu du contrat par volonté commune
 - La force majeure
 - La clause *MAC* (*Material Adverse Change*)
 - La clause de force majeure
 - Les clauses relatives à l'imprévision
 - La clause pénale
- **« *La personne morale* », in *Précis de culture juridique – CRFPA***, dir. F.-X. Lucas et Th. Revet, 4^e éd., LGDJ, 2020, pp. 163-168
- ***Les principales clauses des contrats d'affaires***, dir. F. Buy et *alii*, Lextenso, 2018 : **Rédaction de 8 chapitres (44 pages)**
 - Clause d'adhésion préalable (pp. 27-31)
 - Clause de décision majeure (pp. 199-206)
 - Clause de délégation de pouvoir (227-231)
 - Clause de ducroire (pp. 279-283)
 - Clause d'égalisation (pp. 299-302)
 - Clause de force majeure (pp. 357-363)
 - Clause d'homme-clé (pp. 423-426)
 - Clause *MAC* (pp. 487-492)
- **« *La Belle au bois dormant* », in *Analyse juridique des contes de fées***, dir. N. Dissaux et M. Ranouil, Dalloz, 2018, pp. 299-305.

- « **Le contenu du contrat** » (avec V. Pironon), in *Analyse comparée du droit français réformé des contrats et des règles matérielles du commerce international* (dir. C. Jourdain-Fortier et M. Mignot), Lexis-Nexis, 2016, pp. 149-172
- « **L'origine** », in *Recueil de leçons en 24 heures – Agrégation de droit privé et de science criminelles 2015*, préf. C. Saint-Alary-Houin, Lextenso, 2016, pp. 171-183.

Fascicules

- « **Société par actions simplifiée** » (avec Paul Le Cannu et Julien Delvallée), *Rép. Dalloz Droit des sociétés*, oct. 2020
- « **Dirigeant de fait** » (avec Lucie Watrin), *JurisClasseur Sociétés Traité* (LexisNexis), 2019
- « **Clientèle** » (avec Hugo Barbier), *Rép. Dalloz Droit civil*, janv. 2016

II. ARTICLES

- « **L'acte de bonne gestion** », in *Mélanges en l'honneur d'Alain Couret*, éd. F. Lefebvre-Dalloz, 2020, pp. 371-382
- « **Sous-capitalisation et recapitalisation de la société : répartition des rôles entre dirigeant et associés** », in *Mélanges en l'honneur de Corinne Saint-Alary-Houin*, LGDJ, 2020, pp. 235-242
- « **Les outils du droit commun des contrats face à la crise sanitaire** », *RJ Com.* 2020-4, pp. 327-330
- « **L'incidence de l'épidémie de coronavirus sur les contrats d'affaires : de la force majeure à l'imprévision** », *D.* 2020, p. 611-617
- « **Le devoir d'anticipation du dirigeant** », in *Mélanges en l'honneur de Jacques Mestre*, Lextenso, 2019, pp. 523-532
- « **Le navire** », in *Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 399-409.
- « **Le dirigeant de fait** », in *Actes pratiques et ing. soc.* 2019, p. 3
- « **Le droit des sociétés et la ratification de l'ordonnance de réforme du droit des contrats** », *Actes pratiques et ing. soc.* 2018, n° 160, pp. 1-3
- « **La protection des actionnaires minoritaires - État des lieux et perspectives** » (avec Fabrice Patrizio), *JCP E* 2018, 1185 (pp. 16-24)
- « **Droit des sociétés : la menace des clauses abusives ?** » (avec Frédéric Buy), *RJC* 2016-5, pp. 458-460
- « **Le sort du pacte extrastatutaire d'associés lors d'un événement affectant l'un de ses signataires** », *Rev. sociétés* 2014, pp. 475-486
- « **La nouvelle obligation de surveillance de la ligne : nouvelle responsabilité civile ?** », *Revue Lamy droit de l'immatériel* 2011, n° 67, pp. 75-78

III. CHRONIQUES

- **Chronique trimestrielle « Contrats et droit des sociétés »** (avec Laura Sautonie-Laguionie, Marie Caffin-Moi et Guillaume Wicker) – *Revue des contrats* : depuis sept. 2019
 - « Condition et pacte d'actionnaires : les limites de la potestativité » (Cass. com., 22 sept. 2021), *RDC* 2022-1, p. 62
 - « Compte courant d'associé : de la qualification à la prescription » (Cass. com., 27 mai 2021), *RDC* 2021-4, pp. 48-50
 - « Absence de reconduction tacite après la survenance du terme : le mandat social échappe à l'application du droit commun des contrats » (Cass. com., 17 mars 2021), *RDC* 2021-3, pp. 38-41
 - « Cession de droits sociaux non régularisée : 7 ans de réflexion avant exécution » (Cass. civ. 3^e, 14 janv. 2021), *RDC* 2021-2, p. 73
 - « Devoir de loyauté du dirigeant envers la société : pas de responsabilité en cas d'autorisation unanime des associés » (Cass. com., 18 mars 2020), *RDC* 2020-4, pp. 56-59
 - « La clause de substitution, alternative à la reprise des actes de la société en formation » (Cass. com., 15 janv. 2020), *RDC* 2020-3, pp. 62-65
 - « La délicate articulation des statuts et des actes extrastatutaires », *RDC* 2020-2, pp. 63-65
 - « L'appréciation de la qualité de non-professionnel : une solution en clair-obscur » (Cass. civ. 3^e, 17 oct. 2019), *RDC* 2020-1, p. 44 (avec Garance Cattalano)
 - « Dol dans une cession de droits sociaux : incidence d'une lettre d'intention et préjudice réparable » (Cass. com., 5 juin 2019), *RDC* 2019-4, pp. 59-61
 - « Cession de droits sociaux : caractérisation de l'intention dolosive » (Cass. com., 9 janvier 2019), *RDC* 2019-3, pp. 61-63

- **Chronique mensuelle « Sociétés commerciales »** (avec Caroline Coupet puis Jean-François Hamelin) – revue *Droit des sociétés* : de févr. 2017 à sept. 2019

En tout, **3 repères, 62 notes** et **30 « à noter » (observations)** ; **seuls les repères et les notes sont ici mentionnés** :

- « Dénigrement du DG par le DGD auprès des actionnaires et manquement au devoir d'assistance » (CA Paris, 22 janvier 2019), *Dr. sociétés* juill. 2019, pp. 38-40
- « Responsabilité du dirigeant et point de départ de la prescription : absence de constatation de la dissimulation » (Cass. com., 7 mai 2019), *Dr. sociétés* juill. 2019, pp. 30-31
- « La difficile application de l'action *ut singuli* dans les groupes de sociétés » (Cass. com., 13 mars 2019), *Dr. sociétés* juin 2019, pp. 39-40
- « Agrément du cessionnaire et abstention fautive de l'associé », (Cass. com., 6 févr. 2019), *Dr. sociétés* mai 2019, pp. 24-30
- « Précisions autour de la rémunération du gérant d'EURL et du rôle du juge », Cass. com., 9 janv. 2019, *Dr. sociétés* avr. 2019, pp. 37-39
- « Conditions de la désignation judiciaire d'un mandataire chargé de convoquer l'AG », Cass. com., 6 févr. 2019, *Dr. sociétés* avr. 2019, pp. 35-37

- « Application anticipée de la réforme du droit des contrats aux promesses unilatérales : très peu pour la troisième Chambre civile ! », *Dr. sociétés* avr. 2017, pp. 1-2
- « Augmentation de capital réservée aux salariés : possibilité de régularisation » (Cass. com., 28 nov. 2018), *Dr. sociétés* mars 2019, pp. 37-39
- « Poursuite des fonctions après le terme du mandat social : pas de tacite reconduction », CA Paris, 16 oct. 2018, *Dr. sociétés* mars 2019, pp. 35-37
- « Droit de vote des actionnaires : nouveau rapport de l'AMF », *Dr. sociétés* févr. 2019, p. 22-23
- « Seule la perte de confiance de nature à compromettre l'intérêt social constitue un juste motif de révocation » (Cass. com., 14 nov. 2018), *Dr. sociétés* févr. 2019, p. 21-22
- « Appréciation du bien-fondé d'une demande d'expertise de gestion » (Cass. com., 24 oct. 2018), *Dr. sociétés* janv. 2019, pp. 21-22
- « Application de l'exception de dissimulation à la prescription de l'action en nullité des délibérations sociales » (Cass. com., 26 sept. 2018), *Dr. sociétés* janv. 2019, pp. 22-23
- « Cautionnement, objet social et intérêt social : pas de nullité de l'engagement de la SAS » (Cass. com., 19 sept. 2018), *Dr. sociétés* déc. 2018, pp. 18-20
- « Projet de loi Pacte : une nouvelle loi de simplification ? », *Dr. sociétés* nov. 2018, repère 10
- « Report du point de départ de la prescription en matière de responsabilité du dirigeant : la dissimulation doit être volontaire » (Cass. com., 13 juin 2018), *Dr. sociétés* nov. 2018, pp. 31-32
- « Faute séparable et défaut de souscription d'une assurance de responsabilité décennale » (Cass. civ. 3^e, 7 juin 2018), *Dr. sociétés* nov. 2018, pp. 29-30
- « Défaut de reconstitution des capitaux propres, faute de gestion et délai » (Cass. com., 11 avr. 2018), *Dr. sociétés* oct. 2018, pp. 35-37
- « Le dépôt tardif des comptes sociaux n'est pas, en soi, une faute détachable » (Cass. com. ? 3 mai 2018), *Dr. sociétés* oct. 2018, pp. 34-35
- « Prescription de l'abus de majorité : 3 ans pour la nullité, 5 ans pour la responsabilité » (Cass. com., 30 mai 2018), *Dr. sociétés* sept. 2018, pp. 33-35
- « Procédure des conventions réglementées : pas d'application avant la nomination » (Cass. com., 16 mai 2018), *Dr. sociétés* sept. 2018, pp. 29-31
- « Convention réglementée intra-groupe et expertise de gestion » (Cass. com., 21 mars 2018), *Dr. sociétés* juill. 2018, pp. 30-32
- « Faute de gestion : attention au choix du contractant et au traitement de l'inexécution contractuelle » (Cass. com., 5 avr. 2018), *Dr. sociétés* juin 2018, pp. 34-36
- « Application de l'article L. 228-24 aux SAS : refus de transmission de QPC, des questions en suspens » (Cass. com., 8 mars 2018), *Dr. sociétés* juin 2018, pp. 32-34

- « Le gérant démissionnaire qui poursuit son mandat : entre gérant de droit et gérant de fait » (Cass. com., 14 févr. 2018), *Dr. sociétés* mai 2018, pp. 32-35
- « Refus d'application de la notion de faute séparable du dirigeant par le juge pénal » (Cass. crim., 5 avr. 2018), *Dr. sociétés* mai 2018, p. 26-32
- « Absence d'accord sur les modalités de départ d'un membre du directoire et révocation sans juste motif » (CA Paris, pôle 5, ch. 9, 7 déc. 2017), *Dr. sociétés* avr. 2018, p. 32-36
- « L'exploitation déficitaire de la société par son dirigeant n'est pas une faute séparable » (Cass. civ. 3^e, 23 nov. 2017), *Dr. sociétés* avr. 2018, pp. 38-39
- « Réforme de la réforme du droit des contrats : l'influence des praticiens du droit des sociétés », *Dr. sociétés* avr. 2018, pp. 1-2
- « Responsabilité des membres du comité de surveillance d'une SAS (Cass. com., 20 déc. 2017), *Dr. sociétés* mars 2018, pp. 27-29
- « Conditions de la mise en œuvre de l'obligation aux dettes des associés d'une SNC » (Cass. com., 6 déc. 2017), *Dr. sociétés* mars 2018, pp. 25-27
- « Refus de nomination d'un mandataire *ad hoc* dans le cadre d'une expertise *in futurum* » (CA Douai, 2^e Ch., 1^{re} Sect., 6 juill. 2017), *Dr. sociétés* févr. 2018, pp. 24-25
- « Irrecevabilité de l'action *ut singuli* dirigée contre le liquidateur amiable » (Cass. com., 6 déc. 2017), *Dr. sociétés* févr. 2018, pp. 22-24
- « Les modalités de représentation d'un administrateur absent au conseil : une séance, un mandat » (comm. ANSA, 7 juin 2017), *Dr. sociétés* janv. 2018, p. 25
- « Point de départ de la prescription de l'action en responsabilité contre le dirigeant » (Cass. com., 21 juin 2017), *Dr. sociétés* janv. 2018, pp. 21-22
- « Expertise de gestion : précision sur la notion d'opération de gestion » (Cass. civ. 1^{re}, 12 oct. 2016), *Dr. sociétés* janv. 2018, pp. 18-21
- « L'annulation de l'assemblée pendant laquelle le dirigeant a donné sa démission ne remet pas en cause cette démission » (Cass. com., 8 juin 2017), *Dr. sociétés* déc. 2017, pp. 21-23
- « Transfert du siège social par le CA : l'importance d'une modification des statuts », *Dr. sociétés* nov. 2017, pp. 27-28
- « Le difficile cumul entre contrat de travail et mandat social dans une SA familiale » (Cass. soc., 29 juin 2017), *Dr. sociétés* nov. 2017, pp. 26-28
- « Faute séparable et chèque de garantie » (Cass. com., 5 juill. 2017), *Dr. sociétés* nov. 2017, pp. 24-25
- « Loyauté dans l'exercice du droit de révocation : avant le vote, ce peut être juste avant ! » (Cass. com., 21 juin 2017), *Dr. sociétés* oct. 2017, pp. 20-21
- « Obligations d'information des sociétés : les ordonnances de l'été » (ord. n° 2017-1162 du 12 juill. 2017 et ord. n° 2017-1180 du 19 juill. 2017), *Dr. sociétés* oct. 2017, pp. 18-20
- « Défaut de vigilance du conseil d'administration et partage de responsabilité » (Cass. com., 26 avr. 2017), *Dr. sociétés* oct. 2017, p. 559-562

- « Transmission d'une dette de réparation lors d'opérations de restructuration : pas de raccourci ! » (Cass. com., 26 avr. 2017), *Dr. sociétés* sept. 2017, pp. 23-24
- « Responsabilité du dirigeant de la SAS : point de départ de la prescription et dissimulation » (Cass. com., 26 avr. 2017), *Dr. sociétés* sept. 2017, pp. 21-23
- « Révocation du gérant : la mésentente n'exclut pas l'abus » (Cass. com., 29 mars 2017), *Dr. sociétés* juill. 2017, p. 31
- « Rappel du principe de libre révocabilité des administrateurs face aux stipulations d'un pacte d'actionnaires » (Cass. com., 26 avr. 2017), *Dr. sociétés* juill. 2017, pp. 29-30
- « Révocation judiciaire du gérant, désignation d'un mandataire ad hoc et fixation de l'ordre du jour par le juge » (Cass. com., 26 avr. 2017), *Dr. sociétés* juill. 2017, pp. 27-29
- « Conditions formelles de la fixation de la rémunération d'un gérant de SARL » (Cass. com., 15 mars 2017), *Dr. sociétés* juin 2017, pp. 58-60
- « Action *ut singuli* à l'encontre d'un dirigeant de fait : un espoir ? » (Cass. com., 29 mars 2017), *Dr. sociétés* juin 2017, pp. 55-58
- « La SAS, plus fort que la SARL ! », *Dr. sociétés* juin 2017, pp. 1-2
- « Fausse déclaration de confidentialité des comptes annuels : le greffe peut dénoncer mais pas divulguer » (Comité de Coordination du RCS, 5 juill. 2016, avis n° 2016-015), *Dr. sociétés* mai 2017, p. 38
- « Effets de la fusion-absorption sur l'action civile » (Cass. crim., 28 févr. 2017), *Dr. sociétés* mai 2017, pp. 33-35
- « Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre : une loi finalement adoptée, mais amputée » (loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre), *Dr. sociétés* mai 2017, pp. 29-31
- « Révocation du dirigeant d'une filiale après son licenciement en tant que salarié de la société mère et respect du contradictoire » (CA Paris, 5^e pôle, 8^e ch., 6 déc. 2016), *Dr. sociétés* avr. 2017, pp. 41-43
- « Le rôle des statuts dans l'organisation de la direction d'une SAS » (Cass. com., 25 janv. 2017), *Dr. sociétés* avr. 2017, pp. 39-41
- « Précision sur les modalités d'exercice du droit de communication permanent de l'associé » (CA Paris, pôle 5, 9^e ch., 15 déc. 2016), *Dr. sociétés* mars 2017, pp. 31-32
- « Obligation de loyauté lors de la révocation d'un dirigeant : vers un contrôle des motifs ? » (Cass. com., 22 nov. 2016), *Dr. sociétés* mars 2017, pp. 27-29
- « Loi Sapin II : création d'une obligation de vigilance anticorruption dans les grandes sociétés et groupes de sociétés » (comm. loi n° 2016-1691 du 9 déc. 2016, art. 17), *Dr. sociétés* févr. 2017, pp. 51-53
- « Nullité d'une assemblée générale pour irrégularité de la convocation : de l'importance de la chronologie » (note ss. Cass. com., 6 sept. 2016), *Dr. sociétés* févr. 2017, pp. 46-48

IV. NOTES D'ARRÊTS

Les notes et observations rédigés dans le cadre de mes chroniques à la revue Droit des sociétés et à la Revue des contrats ne sont pas mentionnées ici (v. ci-dessus, rubrique Chroniques).

- « Désignation d'un mandataire *ad hoc* pour convoquer l'assemblée : quel contrôle de l'intérêt social ? » (Cass. com., 15 déc. 2021), *Bull. Joly Sociétés* mars 2022, pp. 22-24
- « Pactes d'actionnaires, clause de *bad leaver* et clause de non-concurrence » (CA Paris, p. 5, ch. 8, 21 oct. 2021), *Rev. sociétés* 2022, à paraître
- « Nullité des délibérations : la contrariété à l'intérêt social ne suffit pas » (Cass. com., 13 janv. 2021), *Rev. sociétés* 2021, p. 358
- « Durée du pacte d'actionnaires : 99 ans n'est pas excessif » (CA Paris, 15 déc. 2020), *Rev. sociétés* 2021, p. 305
- « Assemblée générale : les pouvoirs du juge des référés en question », *Bull. Joly Sociétés* 2021, p. 7
- « L'associé n'habitait pas à l'adresse indiquée » (Cass. civ. 3^e, 25 juin 2020), *Bull. Joly Sociétés* 2020, pp. 33-35
- « Cession de droits sociaux et qualité de commerçant : une clarification bienvenue » (Cass. com., 29 janv. 2020), *Rev. sociétés* 2020, pp. 474-477
- « Précisions sur les conditions de désignation d'un mandataire *ad hoc* » (CA Douai, 3 oct. 2019), *Bull. Joly Sociétés* 2020, n° 1, pp. 36-39
- « Direction de la SAS : toujours les statuts ! », *Rev. sociétés* 2020, p. 238
- « Révocation judiciaire du gérant de SCI pour atteinte à l'intérêt social sur fond de conflit d'intérêts » (Civ. 3^e, 27 juin 2019), *Bull. Joly Sociétés* 2019, n° 12, pp. 22-24
- « Droits individuels de l'associé indivisaire : la communication aussi » (Civ. 3^e, 27 juin 2019), *Bull. Joly Sociétés* 2019, n° 10, pp. 22-24
- « Le nu-proprétaire indivis de droits sociaux peut demander seul la nomination d'un administrateur provisoire » (Civ. 3^e, 17 janv. 2019), *JCP G* 2019, pp. 432-434
- « Départ du dirigeant : évoquer n'est pas révoquer ! » (Com., 28 nov. 2018), *Bull. Joly Sociétés* 2019, pp. 21-23
- « Unification sur la question de la compétence territoriale en matière d'expertise *in futurum* » (Com., 13 sept. 2017), *Rev. sociétés* 2018, pp. 19-22
- « Direction de fait et défaut de reconstitution des fonds propres : double cantonnement de l'action en insuffisance d'actif » (Com., 24 janv. 2018), *Bull. Joly Sociétés* 2018, pp. 170-172
- « Responsabilité du dirigeant et faute séparable des fonctions » (Com., 5 juill. 2017), *Rev. sociétés* 2017, pp. 703-707
- « Gérant de SARL : rémunération jusqu'à révocation ! » (Com., 21 juin 2017), *JCP G* 2017, pp. 1522-1524
- « Précisions sur la qualification de dirigeant de fait » (Com., 20 avr. 2017, 3 arrêts), *Bull. Joly Sociétés* 2017, pp. 463-467

- « Difficile interprétation de l'exigence de mention du "prix offert" dans la demande d'agrément » (Com., 11 janv. 2017), *Rev. sociétés* 2017, pp. 418-422
- « Révocation du dirigeant : du fondement délictuel au fondement contractuel » (CA Paris, 5^e et 8^e ch., 18 oct. 2016), *Rev. sociétés* 2017, pp. 157-159
- « Clause de défaut croisé et confusion des patrimoines » (Com., 2 nov. 2016), *Bull. Joly Sociétés* 2017, pp. 43-45
- « Le défaut de tentative de recapitalisation peut constituer une faute de gestion » (Com., 12 juill. 2016), *Rev. sociétés* 2017, pp. 44-48
- « Retour sur le préjudice de ne pas contracter de la victime du dol qui ne demande pas la nullité du contrat : un revirement inattendu ! » (Com., 21 juin 2016), *Rev. sociétés* 2016, pp. 730-734
- « Un préjudice réparable original : la perte du temps et de l'énergie du dirigeant » (Com., 12 avr. 2016), *Rev. sociétés* 2016, pp. 587-590
- « Le défaut de recapitalisation effective n'est pas une faute de gestion » (Com., 13 oct. 2015), *Bull. Joly Sociétés* 2016, pp. 157-160
- « Direction de fait et groupe de sociétés » (CA Versailles, 13^e ch., 15 oct. 2015), *Bull. Joly Sociétés* 2016, pp. 160-162
- « Précisions sur la notion de tiers au sens de l'article 1690 et sur la valeur de l'usage » (Civ. 1^{re}, 4 juin 2014), *RLDC* 2014, n° 119, pp. 8-11

COLLOQUES ET CONFERENCES

Communications à des colloques ou conférences publiées

- « ***Les mutations du droit civil comparées au droit des affaires*** », Intervention au colloque célébrant les vingt ans du Laboratoire de Droit civil de l'Université Paris II Panthéon-Assas, « Les métamorphoses du droit civil », Paris, jeudi 2 décembre 2021 (publication en cours)
- « ***Conventions et droits réels : la liberté contractuelle sans limites ? - La question à l'égard des droits sociaux*** », Intervention au colloque annuel de la *Revue des contrats* : « Conventions et droits réels : la liberté contractuelle sans limites ? », Paris, 27 février 2020 (*RDC* 2020/4, pp. 125-132)
- « ***L'évolution du droit des contrats français depuis la seconde guerre mondiale*** », Intervention au colloque « Le droit privé à l'époque post-civile », Ateliers trilatéraux (France-Italie-Allemagne), Villa Vigoni (Italie), 29 oct. 2019 – Publication en cours
- « ***Les conventions réglementées*** », Intervention au colloque « La loi Pacte : le nouveau visage du droit des sociétés », Univ. Paris V Descartes, 26 juin 2019 (*Rev. sociétés* 2019, pp. 619-623)
- « ***Intérêt propre, intérêt supérieur, intérêt social*** », Intervention au colloque « La réécriture des articles 1833 et 1835 du code civil : révolution ou constat ? », Univ. Paris V Descartes, 28 juin 2018 (*Rev. sociétés* 2018, pp. 568-574)

- « **Les clauses de réexamen, de dureté et de hardship** », Intervention avec M. le Doyen V. Bouhier au colloque « Contrats de droit privé et contrats de droit public », 14 et 15 juin 2018, CNAM – Univ. Evry (LGDJ, 2019, pp. 147-172)
- « **Les dirigeants de fait : du neuf dans de l'ancien** », conférence au TC de Paris, Droit & commerce, 4 juin 2018 (R. J. Com. 2018, pp. 373-383)
- « **Le contrôle des nouveaux pouvoirs unilatéraux du contractant** », Intervention au colloque annuel de la *Revue des contrats* : « Les nouveaux pouvoirs unilatéraux du contractant », Paris, 27 mars 2018 (RDC 2018/3, pp. 521-527).
- « **Acclimater la révision pour imprévision dans les contrats en droit français** », Intervention au colloque Droit & Commerce, Deauville, 24 et 25 mars 2017 (*Gaz. Pal.* 12 juin 2017, n° 22, HS, pp. 66-73)
- « **La place du droit souple en droit des sociétés** », avec C. Coupet, Ateliers de l'IDA, Univ. Aix-Marseille, 6 avr. 2017 (in « Regards de juristes sur l'évolution du droit économique contemporain, dir. D. Bosco, PUAM, 2018, pp. 253-271)
- « **Des clauses fragilisées dans les conventions entre associés ?** », Intervention au colloque « Réforme du droit des contrats et droit des sociétés », Université de Bourgogne, 14 oct. 2016 (R. J. Com. 2017-1, pp. 119-126)
- « **Droit pénal et éthique des affaires : La formation de la société** » (avec J.-B. Thierry), Intervention au colloque du Centre Michel de l'Hospital (Ecole de droit Univ. Auvergne), Le droit pénal et l'éthique des affaires, 18 mars 2016 (LGDJ, 2018, pp. 23-42)
- « **La prévention contractuelle du contentieux** », Intervention au colloque du CREDIMI (Dijon, 9 et 10 oct. 2015), consacré au « règlement des différends dans l'industrie spatiale » (LexisNexis, 2016).

Communications à des colloques ou conférences n'ayant pas fait l'objet d'une publication

- « **Propos introductifs** », Intervention aux 8^e assises nationales de la prévention des difficultés des entreprises, organisées par l'Association Droit & Commerce et l'Université de Bourgogne, Dijon, 1^{er} oct. 2021
- « **La simplification du droit des affaires par allègement des contraintes** », Intervention au colloque « La simplification du droit des affaires : quels outils ? Quelle méthode ? », Univ. Jean Moulin Lyon III, 29 juin 2021
- « **Les clauses de force majeure et les clauses MAC : les leçons de la crise** », Séminaire organisé par la Revue des contrats, co-animé avec les Professeurs Alain Bénabent et Laurent Aynès, 8 avr. 2021, Paris
- « **Fournisseurs/ Distributeurs : quelles perspectives ?** », Médiatrice au petit-déjeuner débat organisé au Tribunal de commerce de Paris par l'AFFIC, 22 nov. 2019
- « **Droit commun des sociétés** », Participation au colloque « Les apports de la loi n° 2019-744 du 19 Juillet 2019 », Univ. Aix-Marseille, 11 oct. 2019
- « **Droit des sociétés, financement et gouvernance des entreprises** », Participation et présidence d'une table ronde dans le cadre du colloque Pacte : quelles opportunités pour les entreprises françaises ?, TC Paris (co-organisation AFFIC et CCI Paris), 29 mars 2019
- « **Les clauses abusives dans les contrats d'affaires internationaux** », Intervention au colloque en l'honneur du Pr. Eric Loquin, Univ. Bourgogne, 10 juin 2016

THESES ET MEMOIRES

Directions de thèses et mémoires

- **R. Nguyen**, « La codification du droit civil en Birmanie », Univ. Bourgogne (contrat CNRS), thèse soutenue le 5 juill. 2018. M. Nguyen est désormais avocat en Birmanie et Conseiller du commerce extérieur pour la Birmanie.
- **M. Rolenga**, « La prévention et la gestion des risques économiques dans les contrats internationaux », Univ. Bourgogne (co-dir. Pr. N. Joubert), thèse soutenue le 20 déc. 2018. Mme Rolenga est désormais enseignante contractuelle à l'Université de Bourgogne (contrat LRU).
- **A. Benyahmed**, « La protection de la partie faible dans les relations contractuelles : comparaison entre droit français et droit des pays du Maghreb » (co-dir. Pr. A. Bencheneb), thèse soutenue le 20 mars 2019
- **E. Da Allada**, « Droit OHADA et pratique contractuelle des affaires », Univ. Bourgogne (co-direction Pr. J. Djogbenou, Bénin), thèse soutenue le 21 mars 2019. M. Da Allada est désormais enseignant contractuel à l'Université Paris II Panthéon-Assas (contrat LRU).
- **Direction d'une trentaine de mémoires depuis 2015** : dans les Master 2 Juristes d'affaires, Contrats, Distribution, consommation (depuis 2015) ; Droit notarial (depuis 2017), Juristes d'affaires internationales (de 2015 à 2018) ; Contrats et Responsabilités (depuis 2020), rapports DSN.

Participation à des jurys de thèse

- **En tant que Président du jury**
 - **S. Kouhaiz**, « Obligation de faire et droit des sociétés », Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 3 juill. 2017, dir. Pr. P. Le Cannu
- **En tant que rapporteur**
 - **R. Dumont**, « Les devoirs de l'actionnaire », Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 16 nov. 2021, dir. Pr. B. Fages
 - **M. Villar**, « La performance en droit privé. Du contrat à un essai de théorie générale », Université de Limoges, 26 nov. 2021, dir. Pr. E. Garaud
 - **G. Zoueïn**, « Les promesses unilatérales de cession forcée d'action, Réflexions sur l'obligation comme garantie et peine privée dans le cadre des pactes d'actionnaires. Étude à partir des droits français et libanais », Université Paris 2 – Panthéon-Assas, 5 juill. 2021, dir. Pr. Hervé Lécuyer
 - **A. Borg**, « Le monopole officinal : étude sur l'influence du monopole officinal sur l'exercice de la profession de pharmacien », Université Aix-Marseille, 19 oct. 2020, dir. V. Perruchot-Triboulet
 - **C. Pepino**, « La performance en droit des affaires », Université Aix-Marseille, 6 déc. 2018, dir. Pr. M.-E. Pancrazi
 - **S. François**, « Le consentement de la personne morale », Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 9 oct. 2018, dir. Pr. B. Fages

- **H. Almahmoud**, « L'arbitrage commercial international et les opérations bancaires : Etude à la lumière des droits syrien et égyptien », Université Aix-Marseille, 9 juin 2017, dir. Pr. M.-E. Pancrazi
- **A. Plent**, « Le capital variable », Aix-Marseille Université, 12 déc. 2016, dir. I. Grossi
- **L. Heckmann**, « La solidarité en matière pénale », Université Aix-Marseille, 9 déc. 2016, dir. Pr. S. Cimamonti
- **K. Traore**, « La problématique de la participation des pays en développement à l'OMC », Université Aix-Marseille, 17 déc. 2015, dir. Pr. M.-E. Pancrazi
- **J. Cohen**, « Droit du sport et droit pénal : recherche d'un équilibre », Université Aix-Marseille, 11 déc. 2015, dir. B. Brignon
- **V. Tronel**, « L'internationalité de l'arbitrage. Etude de droit international privé », Université Aix-Marseille, 5 déc. 2015, dir. Pr. M.-E. Pancrazi
- **H. Naudin**, « La relation auteur-éditeur dans le contrat d'édition littéraire », Université Aix-Marseille, 7 sept. 2015, dir. Pr. H. Barbier
- **En tant que membre du jury**
 - **J.-B. Tap**, « La localisation des sociétés », Université Aix-Marseille, 8 sept. 2015, dir. Pr. M.-E. Pancrazi

AUDITIONS, EXPERTISES ET JURYS

Missions d'expertise et auditions

- **Membre du groupe de travail du HCJP (Haut Comité Juridique de la Place de Paris) consacré à : « L'obligation de discrétion de l'administrateur représentant une personne morale »**, 2022
- **Audition dans le cadre du rapport Rocher : « Repenser la place des entreprises dans la société : bilan et perspectives deux ans après la loi Pacte »**, oct. 2021
- **Évaluation d'un article pour la revue Les cahiers du droit** de l'Université de Laval (Québec, Canada) en janvier 2021
- **Membre d'un comité d'experts HCERES** (évaluation en 2019 du « Centre de droit des affaires », Université Toulouse 1 Capitole)
- **Audition à l'Assemblée Nationale dans le cadre du projet de loi « Pacte »**, le 24 juillet 2018
- **Mission d'expertise de dossiers de candidature à l'attribution de la prime d'encadrement doctoral et de recherche** (Université Toulouse 1 Capitole, 2017)
- **Mission d'expertise de dossiers de candidature à un avancement local** (Université de Bourgogne, 2016)

Participation à des jurys de concours et de recrutement

- **Membre du jury du French Law Moot d'Oxford**, organisé par l'Institute of European and Comparative Law – University of Oxford (Mars 2018 et Mars 2019)
- **Membre du jury du CAFAC** (Certificat d'accès à la profession de commissaire aux comptes) de 2016 à 2018
- **Membre de six comités de sélection pour des postes MCF**
 - Univ. Bourgogne en 2020 (IUT de Chalon-sur-Saône, profil « Droit privé général et droit de l'entreprise ») et 2016 (UFR Droit, profil « Droit civil – Droit des biens »)
 - Univ. Lyon III en 2019 : deux postes (profil « Droit privé et sciences criminelles »)
 - Univ. Aix-Marseille en 2017 (profil « Droit international privé et Droit de l'Union européenne »)
 - Univ. Polytechnique Hauts-de-France en 2018 (IUT de Valenciennes, profil « Introduction au droit, droit des obligations, droit du travail, droit commercial »)
 - Univ. Clermont Auvergne en 2016 (profil « Droit commercial – Droit de l'entreprise – Droit de la distribution »)
- **Membre de trois comités de sélection pour des postes PR**
 - Univ. Bourgogne en 2022 (profil « Droit fiscal interne », vice-Présidente du comité)
 - Univ. Bourgogne en 2017 (profil « Droit des affaires et de l'entreprise »)
 - Univ. Bourgogne en 2017 (profil « Droit international privé – Droit des affaires internationales »)

ENSEIGNEMENTS

1. ENSEIGNEMENTS A L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

- Depuis 2020 : *Technique contractuelle* – Séminaire – Master 2 Recherche Contrats et Responsabilités – 18 heures CM
- Depuis 2018 : *Contrats d'affaires* – Séminaire – Master 1, Magistère Droit des affaires – 20 heures CM
- Depuis 2017 : *Droit des sociétés* – Séminaire – Master 2 Droit notarial – 15 heures CM
- De 2016 à 2020 : *Droit des contrats* – Cours magistral – Licence 2 Droit – 33 heures CM
- De 2016 à 2020 : *Droit commun des sociétés* – Cours magistral – Licence 3 Droit – 33 heures CM
- Depuis 2016 : *Atelier contractuel* – Séminaire pratique – Master 2 Juristes d'affaires, Contrats, Distribution, Consommation – 20 heures CM
- De 2015 à 2016 : *Régime général de l'obligation* – Cours Magistral – Licence 3 Droit – 33 heures CM
- De 2015 à 2016 : *Droit du commerce international* – Cours Magistral – Licence 3 LEA – 20 heures CM
- De 2015 à 2016 : *Droit de l'entreprise* – Cours Magistral – Licence 2 AES – 20 heures CM
- De 2015 à 2016 : *Droit spécial des sociétés* – Travaux dirigés – Licence 3 Droit – 30 heures TD
- Depuis 2015 : *Suivi d'apprentis en entreprise* : Master 2 en alternance Juristes d'affaires, Contrats, Distribution, Consommation, 3 étudiants par an en moyenne CM

2. ENSEIGNEMENTS HORS UNIVERSITE DE BOURGOGNE

- Depuis 2022 : *Sociétés civiles – Séminaire – Master 2 Contrats, Biens, Responsabilité - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – 15 heures CM*
- Depuis 2022 : *Contentieux des sociétés – Séminaire – Master 2 Contentieux des affaires - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – 15 heures CM*
- Depuis 2021 : *Droit des sociétés – Semestrialité DSN – INFN Paris – 30 heures CM*
- Depuis 2020 : « *Le droit des affaires à l'épreuve des libertés publiques et des droits fondamentaux* » – Séminaire – IEJ de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – 3 heures CM
- De 2015 à 2017 : *Droit spécial des sociétés – Séminaire – Master 2 Recherche Droit économique – Université Aix-Marseille – 20 heures CM*